



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 23/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ETERNIT**

2 rue Charles Edouard Jeanneret  
78300 Poissy

Références : CP/MV/2024/C\_148  
Code AIOT : 0025300029

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement ETERNIT implanté Kasba 71600 Paray-le-Monial. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETERNIT
- Kasba 71600 Paray-le-Monial
- Code AIOT : 0025300029
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETERNIT gère une décharge de déchets amiantés sur la commune de Paray-le-Monial. Le site ne reçoit plus de déchet depuis 1995.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mémoire de fin de travaux	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise en oeuvre du plan de gestion - Travaux de réhabilitation	AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la bonne réalisation des travaux prévus par le plan de gestion de la nouvelle zone où la présence de déchets amiantés a été attestée.

Cependant, le rapport de fin de travaux fourni par l'exploitant ne couvre qu'une partie des travaux réalisés sur ce secteur. Il doit être complété.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mémoire de fin de travaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi de la mise en œuvre des mesures de gestion fait l'objet d'un mémoire de fin de travaux. Ce mémoire comprend tout justificatif relatif à la mise en œuvre des travaux de réhabilitation (registre des matériaux et déchets, bordereaux de suivi des déchets, les résultats d'analyses réalisées ...). Le cas échéant, il comprend la ou les analyses de risque résiduel. Le mémoire de fin de travaux comprend également le plan prévu au paragraphe 3.6 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant informe le préfet de l'achèvement des travaux par transmission du mémoire de fin de travaux dans les trois mois qui suivent la fin des travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 29 novembre 2023, ETERNIT SAS a transmis au préfet le rapport de fin des travaux</p>

de confinement par couverture de la zone amiante découverte en limite de la décharge existante sur la parcelle n°242 propriété d'un particulier. La zone concernée, située à l'extrémité du terrain ne comportait pas d'habitation mais une zone enherbée et une cabane de jardin.

Le rapport indique que le confinement a été réalisé de la façon suivante :

- préparation de la zone
- pose d'un géotextile de protection 500 g/m<sup>2</sup> sur environ 300 m<sup>2</sup>,
- recouvrement par 30 cm d'argile sur une surface de 300 m<sup>2</sup>,
- recouvrement par 20 cm de terre végétale sur environ 300 m<sup>2</sup>,
- pose de gravier 0/31,5 mm à l'emplacement des futures cabanes de jardin,
- finition extérieure : mise en place des cabanes, engazonnement, pose de la nouvelle clôture.

En revanche, ce rapport ne concernait que les travaux réalisés sur la parcelle n° 242.

L'exploitant a précisé que les matériaux présents à l'aplomb des parcelles n° 371p, 372, 373p, 242p avaient été confinés de la même façon. Les bons de commandes des travaux ont été fournis à l'inspection. Cependant, le rapport de fin de travaux réalisés reste à produire.

**La prescription n'est que partiellement respectée sur ce point.**

L'emplacement précis de la zone amiante confinée est reportée sur plan topographique et de bornage référencé PA14212.

Les travaux de confinement visaient à supprimer la voie de transfert entre l'amiante et l'air extérieur et donc l'exposition éventuelle du riverain à ces produits. Les travaux ayant été réalisés conformément au plan de gestion, le risque d'envol de poussières d'amiante a été supprimé, l'analyse du risque résiduel n'est pas nécessaire.

Cependant, il importe de maintenir l'efficacité du confinement dans le temps et de restreindre les usages de ces terrains. Aussi, le rapport préconise la mise en place de servitudes d'utilité publique comme sur le reste du site de stockage.

Un dossier de mise à jour des servitudes existantes sur la décharge a été adressé au préfet par courrier du 3 juin 2024. il préconise notamment :

- maintien en espace verts à usage paysager uniquement, tout autre usage est proscrit (cultures, jardin...),
- interdiction de réaliser des excavations de terres au droit de la zone,
- interdiction d'utilisation des eaux souterraines (puits...).

Ce dossier est en cours d'instruction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les travaux réalisés sur les parcelles n°371p et 373p doivent faire l'objet d'un rapport de fin de travaux qui sera adressé à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Mise en oeuvre du plan de gestion - Travaux de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  ETERNIT SAS réalise les travaux de réhabilitation des parcelles n° 371 p, 372, 373 p, 242 p de la section AX du cadastre de la commune de PARAY-LE-MONIAL conformément aux dispositions du scénario 1 décrites dans le plan de gestion objet du rapport n° CESICE210786/RESICE12694-04 cité ci-dessus. L'exploitant adresse à l'inspection de l'environnement le planning de réalisation des travaux sous un mois après notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La visite du site a permis de constater l'achèvement des travaux de réhabilitation par confinement de la zone amiante située sur les parcelles n° 371p, 372, 373p, 242p selon les dispositions du plan de gestion remis par ETERNIT SAS.  Afin de matérialiser la zone amiante confinée sur la parcelle 242, deux repères ont été mis en place en limite de la propriété. A la demande du propriétaire, la mise en place d'une clôture qui aurait scindé le terrain en deux n'a pas été retenue.  A noter que les parcelles 371 et 343 ont été acquises en 2020 par ETERNIT SAS et intégrées dans le périmètre clôturé de la décharge. La maison située sur la parcelle 371 a été démolie et les terrains recouverts d'un géotextile et de terre végétale.  La zone amiante est matérialisée au moyen de bornes OGE dont la présence a été constatée. Un plan de bornage est joint au présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite